

Sous-section 3 : Composition

L. 2363-4

LOI n°2008-89 du 30 janvier 2008 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La composition du comité de la société coopérative européenne est fixée conformément aux dispositions des articles [L. 2353-7](#) à [L. 2353-12](#) relatives à la composition du comité de la société européenne.

L. 2363-5

LOI n°2008-89 du 30 janvier 2008 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les membres du comité de la société coopérative européenne représentant le personnel des personnes participantes, filiales et établissements concernés implantés en France sont désignés conformément aux dispositions de l'article [L. 2352-5](#) et, le cas échéant, de l'article [L. 2352-6](#).

Sous-section 4 : Fonctionnement

L. 2363-6

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 18 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions des articles [L. 2353-13](#) à [L. 2353-27-1](#) relatives au fonctionnement du comité de la société européenne s'appliquent à la société coopérative européenne.

L. 2363-7

LOI n°2008-89 du 30 janvier 2008 - art. 8

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les membres du comité de la société européenne ainsi que les experts qui les assistent sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion prévus à l'article [L. 2325-5](#).

Section 2 : Participation des salariés au conseil d'administration et de surveillance

L. 2363-8

LOI n°2008-649 du 3 juillet 2008 - art. 18

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsqu'aucun accord n'a été conclu et que le groupe spécial de négociation n'a pas pris la décision prévue au deuxième alinéa de l'article [L. 2362-7](#), la participation des salariés dans la société coopérative européenne est régie par les dispositions suivantes :

1° Dans le cas d'une société coopérative européenne constituée par transformation, s'il existe un système de participation dans la coopérative qui doit être transformée, le niveau des droits de participation est au moins équivalent à celui dont bénéficiaient les salariés ;

2° Dans le cas d'une société coopérative européenne constituée par tout autre moyen et lorsque la participation au sein des personnes morales participantes atteint les seuils fixés au troisième alinéa de l'article [L. 2362-7](#),